

réglera rien, car ce n'est qu'un cataplasme sur une inflammation très grave et très dangereuse.

Parlant du bill, le ministre a prétendu qu'il répondait à une crise qui s'est répandue dans tout le pays, qui affecte les petites et les grosses villes, les régions urbaines et les régions rurales, les zones prospères et les zones dans le marasme, une crise du logement dont souffrent toutes les parties du Canada.

Monsieur l'Orateur, cette crise du logement constitue le symptôme le plus évident du malaise et de la stagnation économiques qui paralysent le Canada à l'heure actuelle.

En raison d'une tradition de longue date, monsieur l'Orateur, les Canadiens croient qu'ils ont le droit de posséder un jour ou l'autre leur propre maison. Voilà le rêve, l'espoir que nos pères et nos mères ont caressé, générations après générations. Mais voici maintenant que ce rêve s'écroule. En fait, ce rêve est devenu cauchemar pour des dizaines de milliers de propriétaires qui ne peuvent plus se permettre de demeurer propriétaires. Aussi, ce rêve risque-t-il de demeurer un rêve pour de nombreux jeunes Canadiens qui n'auront jamais les moyens de posséder leur propre maison.

Comment la perte du droit de posséder sa propre maison risque-t-elle de toucher la trame même de notre peuple, de notre société? Je tiens le foyer pour l'âme de toute famille forte et c'est à l'âme de la famille que l'on s'attaque à l'heure actuelle. Les loyers et les hypothèques grimpent en flèche. Le nombre des nouvelles mises en chantiers ne suffit pas à la demande. Les maisons qui sont construites coûtent trop cher même pour les familles à revenu moyen. Notre million de pauvres, qui comptent de nombreuses familles monoparentales et de nombreux pensionnés du troisième âge, sont dans une situation désespérée, le nombre des logements bon marché diminuant sans cesse. Ils sont dans une situation impossible. Par ailleurs, la proportion des logements inoccupés tend de plus en plus vers zéro.

En présence de données évidentes qui témoignent d'une crise du logement, le gouvernement a réagi en présentant une mesure cataplasme dans le cadre de son budget et par le biais de ce bill. On ne propose pas de solutions à long terme et on n'essaie même pas de le faire. Le ministre n'a pas tenu compte des prévisions sombres en matière de logement qui lui ont été présentées il y a quelques mois par les collaborateurs de son ministère dans des mémoires. Ces documents faisaient état des difficultés qui vont se manifester dans le domaine du logement. Tout y est bien expliqué. Peut-être se souviendra-t-il de l'un d'eux qu'il a signé. On y trouve des expressions comme «peu d'espoir», «baisse du niveau de vie», «fardeaux impossibles à gérer dans le cadre des budgets au logement», «baisse très sensible dans la qualité des conditions de logement». Tous ces éléments figurent dans les documents qui ont été remis au ministre.

• (1750)

Nous devons chercher à lutter contre la grave pénurie de logements qui sévit au Canada aujourd'hui ou opter pour une orientation rétrograde dont nous risquons de ne jamais pouvoir nous relever. Telle semble être la situation à l'heure actuelle. Et c'est cette orientation rétrograde contre laquelle ces documents mettent en garde que nous semblons suivre actuellement.

Le logement

L'histoire du logement dans notre pays montre qu'il y a 13 ans, le premier ministre (M. Trudeau) a permis à un groupe d'étude d'examiner la question du logement et du développement urbain au Canada. Ce groupe d'étude était dirigé par le ministre du Logement de l'époque. Ce groupe devait étudier la façon dont Ottawa, les provinces et le secteur privé pourraient parvenir à répondre, de concert, aux besoins de tous les Canadiens en matière de logement.

Voilà comment le premier ministre voulait procéder il y a 13 ans. Il voulait collaborer avec les provinces et le secteur privé pour essayer de redonner vigueur et dynamisme à ce secteur d'activité dans notre pays. Nous savons maintenant qu'il a rejeté toute collaboration avec les provinces. Toutefois, telles étaient les modalités en vertu desquelles il voulait agir il y a 13 ans.

Ce groupe d'étude, animé par le ministre libéral de l'époque, M. Hellyer, présenta un certain nombre de recommandations. Il énonça certains principes sur lesquels la politique en matière de logement devait reposer. Si vous le voulez bien, je vais rappeler deux de ces principes qui méritent d'être répétés. Les voici:

Le logement et l'aménagement urbain constituent une priorité urgente pour la population du Canada.

Si cette question était hautement prioritaire en 1968-1969, ne l'est-elle pas bien plus aujourd'hui? Voici la deuxième recommandation:

Tout Canadien devrait avoir accès à un logis propre et bien chauffé, ceci étant un droit fondamental de l'homme.

Voilà ce que préconisait le gouvernement libéral de l'époque. Ces mêmes principes, que j'ai énoncés, devraient aujourd'hui former la pierre angulaire de la politique du logement. La crise actuelle dans ce secteur est la plus grave que nous ayons connue depuis 1945. Le ministre ne saurait le nier, pourtant, le semblant de réponse du gouvernement prouve que les principes fondamentaux énoncés en 1969 par le groupe de travail étaient sans importance aucune pour les «trudeauistes». S'ils ont eu foi en ces principes à l'époque, aujourd'hui ils les ont complètement abandonnés.

Que rapporter le bill C-89 aux quelque 900,000 propriétaires de maisons devant renouveler leur emprunt hypothécaire cette année? A mon avis, pas grand-chose. A peine 12,000 personnes de ce groupe bénéficieront d'une aide directe. L'automne dernier, le ministre chargé du Logement, recommandait à ces propriétaires de maisons acculés au pied du mur de se serrer la ceinture et de tenir bon jusqu'au budget.

C'est ce que beaucoup d'entre eux ont fait, dans le vain espoir que le gouvernement tiendrait sa promesse. Durant les semaines qui ont précédé la présentation du budget MacEachen, le ministre a alimenté les espoirs des milliers de propriétaires menacés par les taux d'intérêt et par la saisie éventuelle de leur logement. Je tiens le ministre pour une personne intègre. Je suis persuadé qu'il croyait vraiment pouvoir offrir bien plus à ces personnes que ne l'a permis le budget. Le ministre s'attendait certainement à une plus grande générosité de la part de son collègue radin, le ministre des Finances (M. MacEachen). Il a très certainement été aussi déçu que beaucoup de Canadiens d'un bout à l'autre du pays. J'ose espérer qu'il l'a fait savoir au ministre des Finances à la moindre occasion afin que l'on puisse épargner aux Canadiens certaines des épreuves qui les attendent.